

---

DIVISION SEXUELLE DU TRAVAIL  
RÉVOLUTIONNAIRE :  
RÉFLEXIONS À PARTIR DE L'EXPÉRIENCE  
SALVADORIENNE (1970-1994)\*

JULES-FRANCE FALQUET\*\*

C E TRAVAIL CONSTITUE UN NOUVEAU REGARD sur la participation des femmes au processus révolutionnaire salvadorien, qui a fait l'objet de ma thèse (Falquet, 1997b). Frappée par le haut degré de participation et d'organisation des femmes, étudié notamment par la sociologue salvadorienne Candelaria Navas (Navas, 1987), j'avais d'abord décrit les motifs et les modalités de leur incorporation à la guerre et au processus révolutionnaire (Falquet, 1996). Impressionnée par les transformations que la guerre, typiquement « masculine », produit dans la vie quotidienne des femmes qui constituent « l'archétype » de la population civile, j'avais ensuite suivi les pistes ouvertes par les sociologues italo-mexicaine Francesca Gargallo et salvadorienne Mercedes Cañas. La première présente la guerre comme une irruption du public et du politique dans l'espace privé des femmes (Gargallo, 1987), la seconde parle de la guerre comme une manière pour elles de « sortir des cuisines », dans des circonstances certes cruelles, mais dont elles ont su profiter pour révéler des capacités insoupçonnées (Cañas, 1992).

J'ai ensuite esquissé un bilan de la guerre pour les femmes, selon leur origine sociale et leur type d'engagement dans la lutte (Falquet, 1997a), en m'appuyant notamment sur les analyses d'un des principaux groupes féministes salvadorien, les Dignes, qui montrait comment les femmes ont porté sur leurs épaules une grande partie du poids de « la douleur invisible de la guerre » (Garraízabal & Vásquez, 1994). Finalement, j'ai décrit les luttes des femmes dans l'après-guerre et le développement d'un fort mouvement féministe, très actif

\* Cet article reprend en grande partie notre communication à l'atelier « Hommes et femmes dans le changement social » organisé par la professeure Marta Zabaleta, lors du III<sup>e</sup> Congrès européen de latino-américanistes (CEISAL) à Amsterdam, du 3 au 6 juillet 2002.

\*\* CNRS-CREDAL (Juliosorro@wanadoo.fr).

dans le processus de « démocratisation » (Falquet, 2002), en me demandant malgré tout, comme Candelaria Navas, si « Cela valait la peine? ! » (Navas, 1995).

En effet, je ne parvenais pas à expliquer pourquoi les rapports sociaux de sexes étaient demeurés presque inchangés, alors que la guerre et, a fortiori, la lutte armée révolutionnaire constituaient apparemment des moments de rupture avec la vie quotidienne dont le but était de secouer les systèmes de domination traditionnels. Certes, j'avais bien constaté que les dirigeants politico-militaires du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) étaient presque exclusivement des hommes, et leurs cuisinières, des femmes. Mais c'est seulement en utilisant de manière systématique la notion de « division sexuelle du travail », telle qu'elle est employée par les anthropologues féministes, notamment la Française Nicole Claude Mathieu et l'Italienne Paola Tabet (Mathieu, 1991 ; Tabet, 1998), et surtout par la sociologue française Danièle Kergoat (Kergoat, 2000), que j'ai pu comprendre pleinement les logiques de la lutte révolutionnaire salvadorienne<sup>1</sup>.

Reprendre la notion de division sexuelle du travail pour analyser une lutte se voulant aussi désintéressée que le projet révolutionnaire, et un vécu aussi cruel que la guerre, peut paraître déplacé ou même choquant, et je veux ici rappeler mon respect et mon admiration envers toutes les révolutionnaires salvadoriennes. Cependant, je pense que c'est précisément ce « choc » qui est révélateur. Assimiler l'action révolutionnaire à un « travail » et l'analyser comme tel, permet de s'interroger sur la continuité qui existe entre toutes sortes d'activités humaines même si leurs sphères semblent éloignées, et même si le terme de « travail »<sup>2</sup> peut paraître inadapté, du fait qu'il puisse être perçu comme libérateur et/ou aliénant pour les groupes opprimés, et tout particulièrement pour les femmes.

Il me faut encore préciser deux points. D'abord, j'insisterai ici sur ce que les femmes partagent en tant que classe d'un même sexe, c'est-à-dire comme groupe situé du même côté de la division sexuelle du travail, bien qu'il existe entre elles, simultanément, de grandes différences sociales et politiques. Ensuite, le matériel sur lequel je m'appuie est essentiellement qualitatif. Souhaitons qu'un jour, des enquêtes quantitatives soient réalisées pour approfondir ce type de réflexion, à l'instar des grandes enquêtes statistiques existantes sur la division sexuelle du « travail ordinaire ».

Pour analyser la continuité qui existe – du point de vue des femmes – entre guerre et paix, entre travail et travail révolutionnaire, dans le cadre d'une division sexuelle du travail pratiquement inchangée, je diviserai cet article en deux parties. Dans un premier temps, je montrerai que la division sexuelle du travail révolutionnaire va beaucoup plus loin que la question de qui fait la cuisine, qui commande et qui va armé(e) au combat. J'analyserai non seulement le type de travail et les conditions de sa réalisation, mais aussi la question plus complexe de la reconnaissance du travail effectué et de sa rétribution, pour finalement souligner que les femmes ne sont jamais pleinement considérées comme « travailleuses/révolutionnaires ». Dans un second temps, j'analyserai les luttes des femmes révolutionnaires salvadoriennes en tant que « travailleuses », leurs moyens d'action et leurs revendications, avant de revenir sur deux autres grandes lignes d'analyse de la participation des femmes à la guerre – en termes d'assomption de « nouveaux rôles » et dans la perspective de la création de « nouvelles identités ».

## APPLICATION DU CONCEPT DE DIVISION SEXUELLE DU TRAVAIL AUX ACTIVITÉS RÉVOLUTIONNAIRES

### Types d'activités et conditions de travail

Une des grandes caractéristiques de la division sexuelle du travail « productif » est la ségrégation professionnelle selon le sexe et la concentration des femmes dans certaines professions. Il est vrai que dans un front de guerre, tout le monde doit être polyvalent : la combattante travaille aussi en éducation, la commandante coupe du bois. On était parfois cuisinière un temps, puis brigadiste de santé, avant d'être envoyée en ville au ravitaillement. Les femmes ont fait « de tout », mais ont été principalement cuisinières ou « radios » (chargées des communications radio), brigadistes de santé et responsables d'éducation et de propagande. Autrement dit, elles ont travaillé plus ou moins dans les mêmes secteurs que dans la vie civile, selon la division sexuelle du travail la plus « classique ». À la fin de la guerre, la mission de l'ONU inscrivait sur ses tablettes 3 285 femmes ex-combattantes, entre 15 et 29 ans (*Fundación 16 de enero*, 1993)<sup>3</sup>. Les chiffres sont parlants : 29 % de ces « travailleuses de la révolution » faisaient la cuisine pendant la guerre, alors que très peu d'hommes firent de même. Si parfois ils aidaient à préparer les *tortillas*, c'était généralement plus l'effet d'une sanction que d'autre chose. Bien que directement présentes sur les fronts de guerre, peu de femmes ont été véritablement combattantes, moins encore responsables de peloton, de campement ou de front. Au sein des directions militaires, elles ont constitué une infime minorité, de même que parmi les « intellectuel(le)s » dont les conceptions orientaient la lutte.

Un autre trait commun à la division sexuelle du travail révolutionnaire et « productif » est la position généralement subordonnée des femmes. Même bombardées, « responsable de cuisine » ou « responsable des communications », la plupart des femmes travaillaient sous l'autorité d'autres personnes, généralement de sexe masculin. De fait, beaucoup d'elles se chargeaient des liaisons radios ou devenaient les compagnes des chefs dont elles transmettaient les communications. Comme le rappelle la commandante Rebeca Palacios, des Forces populaires de libération (FPL, la plus grande organisation du FMLN) : « [Sur le front occidental], il y avait une quinzaine de compagnes. Tu les voyais si intelligentes, si lucides, et la plupart étaient « radios ». Je leur demandais : « Vous n'en avez pas marre d'être radios ? » et elles me répondaient que non, parce que le chef de l'escouade de sécurité était leur compagnon » (Harnecker, 1993). Certes, le travail militaire est le lieu par excellence de la hiérarchie, mais même si beaucoup d'hommes ont occupé des positions subordonnées (en particulier les jeunes et les paysans), il n'y eut jamais de femme Secrétaire générale d'aucune organisation politico-militaire. La commandante Ana María (Mélida Anaya Montes) elle-même, qui fut numéro 2 des FPL, fut assassinée sur ordre du numéro 1, le commandant Marcial, qui craignait semble-t-il qu'elle ne prenne la tête du mouvement révolutionnaire à sa place. La commandante Rebeca Palacios, déjà citée, explique que du jour où elle atteint un rang politico-militaire plus élevé que son compagnon, leur relation tourna court (Harnecker, 1994). Une autre interviewée, *Roberta*<sup>4</sup>, l'une des fondatrices du PRTC (Parti révolutionnaire des travailleurs centraméricains, la plus petite organisation du FMLN), raconte qu'elle fut nommée responsable politico-militaire d'un front de guerre quand aucun homme ne voulut plus se charger

de cette tâche: « Pour moi, ce fut une frustration, en fait le parti ne s'occupait pas de ce front, il concentrait tous ses efforts sur San Vicente. Ça a été très dur: imagine-toi, j'étais l'unique femme responsable de front, avec tous les autres qui étaient de vrais tigres. » (Falquet, 1997b).

Dans la division sexuelle du travail « classique », les femmes sont cantonnées aux tâches les plus monotones et les plus parcellisées (formant généralement la majeure partie des ouvriers non qualifiés et la majorité de « ceux » qui travaillent à la chaîne), et souvent, paradoxalement, les plus risquées. Pour ce qui est de la parcellisation du travail, on peut considérer qu'il s'agissait d'une situation commune aux deux sexes, en fonction de la logique militaire. Cependant, certaines tâches particulièrement répétitives telles que faire bouillir le maïs et les haricots et faire des *tortillas* trois fois par jour pour tout un groupe, parfois douze années durant, furent effectivement attribuées presque exclusivement à des femmes. La question du risque de ces activités est plus complexe. Effectivement, les lignes de feu, plus dangereuses mais aussi plus prestigieuses, ont souvent été réservées aux hommes.

Cependant, rappelons qu'il ne manqua jamais de jeune paysanne acharnée au combat ou d'excellentes tireuses, pour s'immiscer dans ces espaces masculins<sup>5</sup>, ni même de pelotons exclusivement féminins (généralement éphémères), en particulier le peloton Silvia, du Parti communiste. Ensuite, les femmes ont réalisé des tâches extrêmement dangereuses, quoique peu visibles, comme la fabrication de mines « maison », le renseignement, le ravitaillement et le transport (de combattant(e)s, de matériel, de messages ou d'armes). Une tâche apparemment bénigne, comme celle de « radio », était aussi particulièrement risquée: en cas d'attaque, l'ennemi tire en premier sur les responsables de transmission. Surtout, bien que chaque sexe ait eu à affronter des risques assez semblables sous les balles adverses, proportionnellement, les femmes avaient un moindre accès aux armes (et à des armes moins puissantes), avec l'argument classique: « d'abord pour les hommes, et ensuite, s'il y en a assez pour tout le monde... ». Or, dans une situation où il y a au moins autant de risques pour les femmes que pour les hommes, ne pas donner d'armes aux combattantes, c'est les exposer davantage au danger.

Quatrième trait commun entre la division sexuelle du travail et la division sexuelle du travail révolutionnaire: la plus grande précarité des femmes. Les exemples sont abondants, que ce soit au niveau de l'incorporation au travail, du temps de travail, de l'interruption du travail ou du manque de clarté dans le contrat, c'est-à-dire de la « privatisation » de la relation de travail. L'incorporation des femmes au projet révolutionnaire a toujours été menacée par le « qu'en dira-t-on », la jalousie des maris et le mécontentement des pères imaginant leurs filles « au milieu de tant d'hommes » – phénomène qui a totalement épargné les hommes. De même, l'incorporation partielle a été plus fréquente chez les femmes, ainsi que l'incorporation postérieure à celle d'un homme (une femme suivant parfois son père ou son mari dans un front sans trop savoir pourquoi, avant de décider de s'engager elle-même en toute connaissance de cause). Alors que les hommes s'engageaient davantage à plein temps, beaucoup de femmes n'étaient recrutées que comme miliciennes, et restaient avec la population civile de leur zone, ce qui leur permettait de concilier plus facilement leurs tâches révolutionnaires avec leurs devoirs familiaux (nous reviendrons sur ce thème).

Pour ce qui est de l'interruption du travail, toutes les femmes ayant choisi de mener à terme une grossesse durent quitter le front pour accoucher et/ou confier leur bébé à quelqu'un d'autre, et beaucoup d'entre elles eurent d'importantes difficultés pour rejoindre ensuite leur poste de combat. D'autres à leur retour se virent suspectées de vouloir abandonner leurs responsabilités – situation qu'aucun homme n'eut à affronter. Bien entendu, ces interruptions du travail remettaient en cause leurs possibilités d'accéder à des responsabilités plus élevées, comme le raconta la future commandante Rebeca Palacios : « Quand je suis tombée enceinte, j'étais aspirante à combattante. Ils ont annulé tout ça d'un coup, et ils m'ont donné comme tâche de cuisiner pour un groupe de camarades qui venaient participer à une école clandestine. [...] Je crois que, en fonction de sa condition physique, on peut être amenée à changer d'activité. Mais dans mon cas, ce qui s'est passé, c'est que j'ai été rétrogradée à un niveau inférieur d'activité. Et cela me semble incorrect » (Harnecker, 1994).

Finalement, les cas de manque de clarté du « contrat » sont légion. D'abord, on trouve des femmes qui n'ont jamais su si elles avaient été ou non militantes du parti, comme nous le confia *La Negra*, une femme du PRTC, après avoir été incarcérée plusieurs années pour un attentat qu'elle n'avait pas commis. Une autre femme du même parti, *Sofia*, transportait régulièrement des armes dans son panier de fruits pour le compte de l'organisation, mais étant l'unique survivante de son collectif de travail, elle n'avait pas de témoin pour solliciter une compensation au titre d'ex-combattante démobilisée. Ensuite, en plus grande proportion que les hommes, de nombreuses femmes se sont engagées pour suivre un membre de leur famille, généralement père ou mari. Au sein des organisations de petite taille comme le PRTC ou la RN (Résistance nationale, le deuxième plus petit parti du FMLN), bien souvent les femmes avaient comme responsables des membres de leur famille. L'autorité paternelle ou maritale se mêlait ainsi à l'autorité militaire, dans les rapports des hommes envers les femmes. Pour beaucoup plus de femmes que d'hommes, les relations de travail révolutionnaire ont été médiatisées par les rapports familiaux, c'est-à-dire « privatisées », d'une manière très semblable à ce qui se produit dans la division sexuelle du travail « classique ».

Le cinquième trait commun est l'importance du harcèlement et de l'exploitation sexuelle des hommes envers les femmes – liés à la fois à la privatisation de la relation de travail et au caractère précaire et subordonné des tâches qu'elles remplissent. Ainsi, pour cesser d'être cuisinière, une femme pouvait se laisser séduire par un dirigeant intermédiaire et devenir sa radio favorite... jusqu'à être remplacée par une autre et devoir retourner en cuisine. Sans vouloir trivialisier le vécu des femmes et leurs luttes, l'on ne peut négliger le fait qu'il y eut des promotions ou des sanctions attachées au fait d'avoir, ou non, des rapports sexuels avec des hommes « mieux placés ». Le harcèlement et le chantage sexuel ont existé dans la lutte révolutionnaire, et même le viol pur et simple, sans promotion et parfois avec des vexations supplémentaires à la clé, comme le raconte une combattante de la RN : « Trois mois après être arrivée sur le front, un camarade me viola. C'était le chef. Ce fut horrible, parce que je voyais en lui le meilleur homme de tous ceux qui étaient dans le campement. [...] Ma camarade de tente s'était rendu compte que le chef avait essayé de me violer mais elle ne dit rien : là-bas, on ne pouvait pas parler de ces choses-là. Ils étaient chefs et il valait mieux se taire, sinon, ils t'envoyaient

travailler en cuisine et cela signifiait n'être pas valorisée, ne pas être suffisamment courageuse pour combattre, être faible. » (Garraizabal, 1994).

Un autre exemple montre que même en étant en position de pouvoir hiérarchique supérieur, les femmes n'échappaient pas si facilement au harcèlement sexuel masculin. Il s'agit d'une ex-combattante lesbienne, qui bien qu'elle ait développé toute une stratégie pour éviter le harcèlement, dût l'affronter plus d'une fois: « Adolescente, je m'étais rendu compte que les femmes me plaisaient et je me réprimais [...] J'ai trouvé une échappatoire dans la lutte [...] Les camarades me disaient: « Tu n'aimes pas les hommes? », « Bien sûr que si, je leur répondais, mais la révolution avant tout! » Je suis passé au travail clandestin et là j'ai commencé à sentir le harcèlement sexuel, mais comme les hommes ne me plaisaient pas, je continuais à refuser d'avoir des relations sexuelles. [...] Une fois, j'allais avec les deux pelotons dont j'avais la responsabilité, et le deuxième responsable essaya de me prendre de force. J'ai tout de suite dégainé mon arme et il m'a demandé de n'en parler à personne et de ne pas le rétrograder, j'ai accepté. » (Las Dignas, 1995).

### Reconnaissance et rétribution du travail

D'abord, de même que dans le travail « productif », la formation avec laquelle les femmes s'intégraient au travail révolutionnaire n'était jamais reconnue: savoir préparer la nourriture ou laver les vêtements était considéré comme un « don naturel ». On leur attribuait donc des tâches selon leurs « aptitudes », sans jamais reconnaître les efforts nécessaires à leur acquisition, et encore moins l'origine patriarcale de la répartition des différentes aptitudes entre femmes et hommes. Si la guérilla forma des paysans à des tâches auxquelles leur socialisation ou leur classe sociale ne les préparait pas (par exemple, pour apprendre à diriger une attaque militaire), elle eut plus de mal à former les femmes à des tâches non traditionnelles. Malgré certains efforts louables, les femmes eurent un moindre accès aux formations les plus prestigieuses, comme le raconte *Adela*, une ex-combattante d'origine paysanne: « Si je n'ai pas été combattante parce que j'étais une femme? Non, je ne crois pas: il y a eu des femmes combattantes. Je ne sais pas pourquoi. Parfois, ils nous utilisaient pour d'autres tâches, bien sûr, parfois ils nous marginalisaient parce que nous étions des femmes. [...] Il y a des gens qui se demandent pourquoi il y avait peu de femmes dans le commandement. Peut-être parce que nous sommes des femmes, ils ne nous préparent pas, parfois nous n'avons pas la formation suffisante. » (Falquet, 1996)<sup>6</sup>.

Deuxième point commun avec le travail « productif »: une tâche accomplie par des femmes se dévalorise, tandis qu'elle se masculinise quand elle devient plus technique. Nous en donnerons deux exemples. D'abord, celui de *Roberta*, déjà évoquée: au moment où elle fut nommée responsable politico-militaire d'un front, le parti s'en désintéressait presque complètement. Ensuite, c'est au cours des années soixante-dix, quand les organisations étaient de tailles modestes et plus politiques que militaires, que des femmes sont devenues commandantes. À partir des années quatre-vingt, quand il s'agit d'une guerre ouverte et que la partie militaire prend plus d'importance, quasiment aucune femme n'est promue à des responsabilités de direction.

De façon générale, bien souvent le travail révolutionnaire réalisé par les femmes n'a pas été considéré comme du travail, il était invisible ou rendu

invisible, minimisé et perçu comme de moindre valeur que celui d'un homme, même lorsqu'il était plus important. Travail invisible parce que typiquement féminin – presque un devoir – comme celui que réalisèrent des milliers de femmes en réunissant des vivres ou en cousant des sacs à dos dans les camps de réfugié(e)s (comme simples « bases d'appui » et non pas comme membres formels du FMLN). Travail rendu invisible, comme le raconte une combattante de la RN : « Je sentais des attitudes de discrimination qui me mettaient très en colère. Une fois, j'avais monté une opération, j'en étais l'unique responsable. Tout fonctionna merveilleusement. La veille, mon compagnon était arrivé dans notre front. Il était le responsable de la zone, et rien que pour cela, il se vit attribuer tout le mérite de l'opération. C'est lui qui fut interviewé par la Radio Venceremos. Personne, pas même lui, ne mentionna ma participation. » (Garraízabal, 1994).

Il ne s'agit pas ici de défendre de quelconques fiertés déplacées, mais de remarquer comment on empêche les femmes d'accéder à de plus importantes responsabilités. D'autres tâches ne furent jamais non plus reconnues comme telles : toutes celles qui ont trait à l'attention émotionnelle et physique quotidienne pour améliorer le bien-être des autres, et tout particulièrement des hommes. Comme le rappelle le passionnant travail de la sociologue française Geneviève Cresson, le travail domestique « civil » de santé réalisé par les femmes est particulièrement invisible (Cresson, 1995). En temps de guerre, où ce travail est plus nécessaire que jamais, il passe encore plus inaperçu. Ainsi, quand une brigadiste de santé veillait toute la nuit un camarade blessé, c'était « naturel », non seulement parce il s'agissait d'un compagnon de lutte, mais parce qu'il s'agissait de son rôle de femme ; de même lorsque les vieilles paysannes venaient silencieusement laisser des *tortillas* aux pauvres *muchachos* affamés. Quand une femme lavait les vêtements de son compagnon en plus des siens, alors que tous deux étaient également combattants, il ne s'agissait pas d'un travail mais d'une manifestation atavique d'amour – seules les femmes qui ne le faisaient pas suscitaient l'interrogation, comme *Alba*, qui consacra quinze ans de sa vie à la lutte au sein de la RN : « Je travaillais dans le même collectif que mon compagnon. Il était responsable militaire, comme moi. Les gens me critiquaient parce que je ne lavais pas ses vêtements, je ne lui faisais pas dorer ses *tortillas*, comme c'est la norme dans les couples. » (Falquet, 1997b).

De plus, comme le souligne le travail réalisé par Les Dignes, ce furent presque toujours les femmes qui durent assumer le poids de « la douleur invisible de la guerre », comme elles baptisèrent le livre recueillant leur expérience avec les ex-combattantes (Garraízabal, 1994). Pleurer les morts et les disparus, assumer le poids du travail émotionnel dont personne, en pleine urgence militaire, ne voulait se charger, constitue une somme de travail considérable, bien que dépréciée. Une militante de la RN raconte : « Les compagnons se moquaient de moi : les larmes, la douleur, l'amour étaient symboles d'humiliation et d'infériorité. Quelqu'un qui aimait et pleurait était « moins », parce que ces sentiments n'étaient pas ceux des valeureux, mais ceux des femmes. C'était un symbole de faiblesse. » (Garraízabal, 1994). Et finalement, les hommes obtinrent bien souvent des satisfactions sexuelles aux dépens des femmes (souvent sans aucune réciprocité), comme quelque chose de tout à fait naturel. Ce « plus » pour le moral des troupes (masculines) ne fut jamais considéré pour être rétribué, bien que les troupes « régulières »

de n'importe quelle armée du monde soient généralement obligées de payer ce « service » à des prostituées extérieures.

Finalement, c'est sur le plan de la rétribution matérielle et symbolique que l'on note peut-être le parallèle de la manière la plus crue. Dans son discours, le FMLN a toujours salué la présence des femmes comme une victoire et une condition de leur libération. En termes vagues, beaucoup de combattants estimaient que dans les fronts, la présence des femmes – « plus joyeuses » et « plus sensibles » – « adoucissait » l'ambiance et lui donnait un caractère plus agréable. Cependant, les femmes n'obtinrent aucun bénéfice concret ni reconnaissance matérielle pour leur travail, mis à part la nourriture et les vêtements, en fonction des moyens de l'organisation. Bien sûr, il n'y avait de solde pour personne : on luttait pour la révolution et non pour un bénéfice économique individuel. Mais beaucoup d'hommes purent se consacrer à la lutte à temps complet sans en retirer un centime parce que leurs mères et épouses (et parfois même des femmes totalement inconnues d'eux) continuaient à travailler pour nourrir les enfants et les parents de ces hommes.

Ainsi, une femme des quartiers marginaux de la capitale explique : « Notre organisation ne nous aide jamais sur le plan économique. Notre avant-garde ne nous dira jamais : vous allez avoir plein de choses, vous allez vivre bien : chaque personne qui s'incorpore doit être un révolutionnaire totalement désintéressé. [...] C'est pour cela que moi, je n'ai jamais pu m'incorporer à temps complet. [...] Mon mari était déjà incorporé et nous ne pouvions le faire tous les deux, parce qu'il fallait s'occuper de la maison et du travail domestique. » (Cañas, 1989). Non seulement les femmes ne reçurent pas d'argent ni de rétribution matérielle pour leur travail révolutionnaire, mais en plus elles durent bien souvent apporter leurs propres ressources : « Je connais une femme qu'ils firent sortir du front pour qu'elle s'occupe des enfants des autres, puis ils l'abandonnèrent. Personne ne lui donnait d'argent et elle n'avait aucun moyen de leur donner à manger : elle s'en fut donc trouver un travail de domestique pour nourrir les enfants des autres. Elle sentait que c'était son rôle de révolutionnaire, procurer le nécessaire à tous ces enfants. » (Las Dignas, 1995). Ajoutons que l'argent des organisations de femmes créées pendant la guerre fut souvent « détourné » par les différents partis du FMLN pour financer l'effort de guerre, avec ou sans le consentement des femmes<sup>7</sup>, ce qui représente un considérable transfert de ressources d'un collectif féminin vers un collectif majoritairement masculin.

Pour les femmes, la rétribution symbolique, qui aurait pu être offerte sans coût majeur, n'a guère non plus été au rendez-vous. Pendant le conflit, les hommes monopolisèrent la quasi totalité des postes les plus prestigieux et visibles et jouirent davantage de promotions. À la fin de la guerre – et du fait de leur plus grande visibilité – ils furent les premiers à obtenir les compensations accordées par les Accords de paix, oubliant même parfois de signaler aux femmes qu'il fallait s'inscrire sur des listes ad hoc pour en bénéficier. De surcroît, à l'heure de la « reconversion », l'invisibilité et la déqualification de leur travail ont laissé les femmes très désarmées face à la recherche d'un travail « civil ». La plupart des hommes virent leurs apprentissages validés d'une manière ou d'une autre : certains se firent chauffeurs, d'autres gardes du corps.

Les femmes paysannes en revanche (qui avaient appris à faire des points de suture avec du fil dentaire) ou les jeunes éducatrices populaires, n'obtinrent



aucun appui du Front pour faire reconnaître leurs nouvelles qualifications d'infirmières ou d'institutrices rurales. Quand la guerre fut terminée, beaucoup d'hommes purent se considérer – et furent perçus – comme des « héros », la majorité des femmes, en revanche, apparurent comme de mauvaises mères ayant abandonné leurs enfants pour revenir les mains vides. Elles n'en tirèrent aucune gloire. Comme le souligne l'Allemande Ingrid Ströbl, dans un travail sur les Européennes qui, dans les années trente et quarante, résistèrent au fascisme les armes à la main : « Les femmes elles-mêmes se taisent. Elles se taisent pour différentes raisons : par modestie féminine. Parce qu'elles ne veulent pas se donner d'importance. Parce qu'elles n'ont jamais appris à se représenter. Parce qu'elles-mêmes se considèrent comme insignifiantes. Parce que les réactions de leurs propres compagnons de lutte les ont rendues amères. » (Ströbl, 1989).

### **Des « travailleuses révolutionnaires » marginalisées**

Ainsi, les femmes ne furent jamais sérieusement considérées comme de véritables « travailleuses révolutionnaires à temps plein », à la différence des hommes. De même que sur le marché du travail « formel » ou « traditionnel », il leur fut toujours exigé qu'elles « concilient » le travail et les responsabilités familiales, en même temps qu'on leur refusait la pleine reconnaissance des risques « professionnels » auxquels elles s'exposaient. Revenons donc sur la « conciliation » travail/famille. Norma Virginia Guirola de Herrera, pionnière du féminisme salvadorien, militante du parti communiste et assassinée en 1989, déclarait avec enthousiasme : « La femme salvadorienne a dû adapter ses propres tâches familiales, professionnelles et de lutte révolutionnaire, pour pouvoir conjuguer ses devoirs familiaux avec son militantisme politique. » (Ce Mujer, 1992).

Si fort était l'esprit de sacrifice que la sœur d'Eugenia, une fameuse révolutionnaire tombée aux premiers temps des noyaux urbains, commente à propos de la maternité : « C'est une expérience très belle, et un très grand sacrifice. Nous, les mères révolutionnaires, nous devons nous sacrifier davantage que les autres mères. Nous devons dormir moins pour travailler plus. » (Alegria, Flakoll, 1987). Il est vrai que la plupart des organisations du FMLN se sont préoccupées de la question des enfants (mais pas des personnes âgées et autres personnes à la charge des femmes). Selon les endroits et les périodes, un certain nombre de « garderies » fonctionnèrent. Mais ces garderies étaient presque exclusivement à charge d'autres femmes, et souvent très informelles. On l'a dit, il n'était pas rare que l'on recrute pour cette tâche la mère ou la grand-mère d'un combattant, « privatisant » ainsi de nouveau la relation de travail. Et souvent, les femmes durent laisser leurs enfants de manière individuelle à un(e) parent(e), assumant personnellement les frais, le poids émotionnel, la tristesse et les complications que signifiait le fait « d'abandonner » leurs responsabilités de mères. Ce thème a été largement développé par les Salvadoriennes, qui le vécurent avec beaucoup de culpabilité et de rage (*Mujeres por la Dignidad y la Vida*, 1993a).

Par contre, la question des relations amoureuses ou de couple a été moins prise en compte, alors qu'elle représentait pour les femmes un problème très concret. La commandante Rebeca Palacios raconte : « La situation des femmes qui sont indépendantes est bien injuste, parce que le fait d'agir de manière

conséquente par rapport à tes idées implique ne pas parvenir à avoir une vie affective stable, avec qui que ce soit. [...] Pour moi, la victoire serait de pouvoir être révolutionnaire et de trouver un homme qui me comprenne dans cette dimension, pour que nous avançons ensemble. » (Harnecker, 1994). Beaucoup de femmes ont dû sacrifier leur parcours politico-militaire à cause de la jalousie de leur compagnon (même révolutionnaire). Alors qu'à bien peu d'hommes, leurs épouses ou mères osèrent faire reproche de s'incorporer à la guérilla, abandonnant leur famille ou la mettant en danger, bien des femmes durent affronter sur ce plan de durs conflits. Les hommes, en entrant dans la lutte armée, se voyaient presque toujours déchargés de toute autre responsabilité, alors que la plupart des femmes durent continuer à se soucier de leurs parents, maris, enfants et autres membres de leur famille, comme si elles ne travaillaient pas, elles aussi, à temps plein, pour la révolution.

Ainsi, le problème de la conciliation entre lutte révolutionnaire et responsabilités familiales, que les femmes rencontrent classiquement dans le travail « productif », semble plus important encore dans les activités révolutionnaires, dans la mesure où y participer a souvent été considéré à la fois comme un devoir et comme un privilège. Qui oserait compter, réclamer ? Moins encore les Salvadoriennes, élevées dans l'idéal du sacrifice chrétien de Marie. Norma Guirola le rappelle, avec les accents enthousiastes des premières années de lutte : « En général, l'activité révolutionnaire est un grand acte d'amour, qui signifie se dévouer complètement et donner le meilleur de soi-même pour une grande cause, pour l'intérêt d'une grande famille : l'humanité. » (Ce Mujer, 1992).

N'étant pas considérées clairement, pleinement, comme des travailleuses de la révolution au même titre que les hommes, les femmes ne reçurent pas non plus le même appui qu'eux face aux « risques » professionnels du métier de révolutionnaire. Ce thème est délicat, et personne n'a encore osé se lancer dans une macabre et désagrégée comptabilité par sexes des peines, de la peur, de la souffrance, des traumatismes, des projets personnels abandonnés en chemin (en particulier les études), de la torture, de l'emprisonnement, de la clandestinité et de l'exil. Pourtant, avec tout le respect que cette question mérite, il est important de s'y arrêter. Rappelons d'abord que l'armée traita les femmes avec une barbarie toute particulière. Selon le témoignage d'une avocate de l'évêché, María Julia Hernández : « Ce qui m'a le plus impressionnée, c'est la manière dont la femme rurale est assassinée, outragée jusqu'au plus intime, parce qu'elle est une femme. Par exemple, des femmes à qui ils sortaient leur enfant du ventre, ou des femmes à qui ils coupaient la tête et la leur plaçaient dans le ventre. D'autres femmes étaient empalées. C'est-à-dire que la répression contre les femmes comporte un élément d'outrage à leur féminité. Toutes celles que nous trouvons mortes, ils leur avaient coupé les seins, ils les avaient violées, peu importe leur âge. » (Gargallo, 1987).

Ensuite, si la majorité des morts furent des hommes, la majorité des personnes survivantes, devant affronter tout le poids de la douleur, de l'angoisse et souvent des conséquences économiques de la situation, furent des femmes. Eux héros et martyrs, elles, veuves souvent abandonnées à leur sort. Quant aux femmes capturées et emprisonnées, elles reçurent une moindre attention que les hommes. Peu d'entre elles purent compter sur des visites ou sur une aide juridique, hormis dans les cas retentissants des commandantes

Ana María (Ana Guadalupe Martínez) et Nidia Díaz (María Marta Vallardes), qui firent connaître leur témoignage sur la détention et la torture (Martínez, 1981 ; Díaz, 1988). Le dernier prisonnier politique à être libéré à l'issue des Accords de paix était d'ailleurs... une femme, *La Negra*, déjà évoquée. Finalement, la tâche de lutter pour les personnes emprisonnées ou disparues, d'exiger la justice pour les personnes assassinées, ne fut pas assumée directement par le Front, mais laissée à la population civile<sup>8</sup>. Ainsi, *Comadres*, le premier et plus important groupe en ce domaine, se constitua à l'initiative de mères et de compagnes de disparu(e)s et des prisonnier(e)s, ce qui nous ramène à nouveau à la « privatisation » (à la charge des femmes) de toute une partie du processus de travail révolutionnaire. Certes, il existe de nombreuses explications à tout cela, notamment la féroce répression gouvernementale et la relative fragilité des groupes révolutionnaires. Cependant, force est de constater la claire persistance d'une nette division sexuelle du travail durant l'ensemble du processus révolutionnaire.

## LIMITES ET UTILITÉ DU PARADIGME DE DIVISION SEXUELLE DU TRAVAIL POUR ANALYSER LES ACTIVITÉS RÉVOLUTIONNAIRES

### **Luttes pour l'amélioration des conditions de « travail »**

Pour autant que nous sachions, on n'assista pas à des luttes collectives de radios, de brigadistes de santé, ni même de « troupes » contre le commandement, pendant le processus révolutionnaire. Par contre, il exista plusieurs organisations de femmes : ceci laisse penser qu'effectivement, quelque chose les unissait. Nous nous demanderons ici s'il s'agissait de nécessités spécifiques des femmes, ou de revendications communes liées à leur position dans la division sexuelle du travail.

D'abord, beaucoup d'organisations de femmes furent créées par les directions avec des objectifs qui n'avaient pas directement à voir avec les besoins des femmes. Notamment, pour donner une image « avancée » et conquérir les cœurs, aussi bien de la population salvadorienne que des soutiens diplomatiques et financiers extérieurs. Cela permettait de légitimer la lutte (« même les femmes participent »), de recruter plus facilement d'autres femmes (« les fronts ne sont pas des lieux mal famés où l'on viole les femmes ») et bien entendu d'autres hommes (car « une petite culotte tire plus qu'une paire de bœufs »). Très rapidement, les directions du Front notèrent que les femmes pouvaient apporter une force de travail considérable, fidèle et plus désintéressée que les hommes, et elles s'attelèrent à la « capitaliser ». En ce sens, elles favorisèrent la formation des femmes, en particulier des paysannes, afin qu'elles puissent participer autant que les hommes – bousculant même parfois courageusement les préjugés des deux sexes.

Par ailleurs, plusieurs tentatives organisationnelles furent le fait de femmes de la ville (de classe moyenne, plus scolarisées), avec trois séries de motifs. D'abord, pour remédier aux « problèmes » créés par la présence de femmes dans des fronts dominés par des hommes machistes (jalousie, violence entre

hommes, coups et viols contre les femmes). Ainsi, les pelotons composés exclusivement de femmes permettaient notamment de regrouper physiquement les femmes dans des campements différents, et donc de les éloigner des hommes. Deuxièmement, pour tenter d'éviter les grossesses – car l'organisation « perdait » un(e) combattant(e) et la confiance des parents, voyant leur fille revenir enceinte du « maquis ». Troisièmement, du fait du choc que ressentaient ces femmes d'origine urbaine confrontées à la dure réalité des rapports sociaux de sexes dans le monde rural.

Une des luttes les plus autonomes de femmes, qui sans être la cause de la formation du groupe, lui donna un contenu réel et important y compris pour les paysannes, fut la lutte de l'Association de femmes salvadoriennes (Asmusa du PRTC) pour obtenir des serviettes hygiéniques. Liliانا, une paysanne de San Vicente, raconte : « [Les femmes d'autres organisations] étaient choquées : comment était-il possible que nous utilisions des serviettes hygiéniques ? Nos compagnons les achetaient, elles, elles utilisaient des torchons, elles n'accordaient pas d'importance à ces questions. Alors Manuel [un médecin étranger] leur expliquait qu'il valait mieux acheter des serviettes plutôt que d'utiliser des torchons, parce qu'elles pouvaient tomber malades, attraper des infections, et que ça reviendrait plus cher que d'acheter des serviettes. Elles nous critiquaient pour cela, elles disaient que nous avions l'air de citadines, de petites-bourgeoises, bref, elles nous voyaient d'un mauvais œil du fait que nous utilisions des serviettes. [...] Ça a été difficile, les compagnons n'étaient pas tellement d'accord. » (Falquet, 1996).

L'argument décisif ne fut pas la commodité des femmes, ni l'impossibilité en temps de guerre de laver les torchons à la rivière comme le veut la tradition, mais la parole d'un homme/médecin/étranger, et l'intérêt supérieur de la guerre : ne pas perdre un combattant pour une infection. Une fois adopté le principe et débloqué l'argent nécessaire, les compagnons rechignaient cependant à entrer dans une pharmacie acheter les serviettes. Or, seules les femmes étaient capables de marcher de longs kilomètres en portant sur la tête des palettes d'œufs sans les casser. Ainsi, envoyées au ravitaillement, elles se chargeaient de l'achat des étranges objets de l'hygiène féminine, montrant ainsi combien il faut « en avoir » pour obtenir des serviettes (en référence au jeu de mots intraduisible : « *para usar toallas, quiere huevos* »).

Cependant, il semble qu'il y ait eu peu de luttes collectives de femmes pour obtenir des améliorations dans leurs « conditions de travail révolutionnaire ». Beaucoup d'entre elles résistèrent individuellement au harcèlement sexuel, à la perte de rang pour cause de grossesse, ou à leur disqualification pour manque de formation, et se mirent même à exiger une arme. En revanche, nous connaissons peu d'exemples de luttes collectives et autonomes de femmes pour demander des changements. Bien entendu, au sein d'une structure militaire et plus encore en situation de guerre, les organisations « parallèles », ou critiques, sont extrêmement mal vues.

Pourtant, le parti lui-même promouvait l'organisation des femmes, et parfois ses intérêts coïncidaient avec ceux de femmes du commandement intermédiaire. En général, leur stratégie fut surtout de rendre visible la participation et les apports des femmes. Une dirigeante intermédiaire de la RN d'origine urbaine déjà évoquée, Alba, se souvient : « En 1982, avec quelques compagnes, nous avons commencé à penser à la possibilité de créer une organisation de

femmes. Nous avons fondé l'Association de femmes Lil Milagro Ramírez. À travers cette initiative, nous cherchions – et je crois que nous y avons réussi – à rendre plus efficace l'appui des femmes à la guerre. En aucune manière, nous ne nous posions le problème de la condition des femmes. Nous ne travaillions absolument pas les nécessités spécifiques des femmes: ce qui nous intéressait, c'était de rendre leur travail plus efficace, et aussi plus visible. [...] Cet apport existait de toute façon, mais il était très dispersé, donc nous fîmes notre organisation pour le rendre visible. Une de nos frustrations, à l'époque, c'était qu'à l'heure de comptabiliser les succès militaires, on faisait très peu – ou pas du tout – allusion à l'appui des organisations de femmes. » (Falquet, 1997b).

Pendant la guerre, il existait très peu de moyens de pression à la portée des femmes. Le sabotage, les grèves, incluant la « grève des ventres », n'avaient pas leur place dans le projet révolutionnaire: comment les combattantes auraient-elles pu lutter contre « leur propre lutte » ? On se trouve ici devant les problèmes que pose la « polarisation politique » : il existe seulement deux camps, et protester au sein du sien propre est immédiatement assimilé à une trahison. Ce « chantage » imposé par la dynamique de la situation fut renforcé par les organisations du FMLN, qui considérèrent toujours comme petites-bourgeoises, déviationnistes et même réactionnaires, les luttes des femmes pour leurs propres intérêts. Certes, dès 1979, avant la guerre, il existait une organisation qui se revendiquait ouvertement du « féminisme révolutionnaire », l'Association de femmes du Salvador (Ames, proche des FPL).

Cependant, quand la guerre commença à faire véritablement rage, l'association mit de côté son aspect féministe pour se concentrer sur sa dimension révolutionnaire, avant de cesser toute activité en 1983-1984 (Navas, 1987). Le terme même de « féminisme » demeura pratiquement tabou pendant toute la durée du conflit. À tel point que la Conamus, autre organisation de femmes proche des FPL et créée en 1986, rencontra de grandes difficultés quand elle voulut dénoncer non seulement la violence militaire de l'ennemi, mais aussi la violence domestique. Ce n'est qu'à la fin de la guerre, quand la polarisation politique eut diminué, que les femmes purent s'organiser de manière beaucoup plus autonome (même en gardant « des attaches » avec leurs anciennes organisations) et poser leurs propres exigences (Falquet, 2002).

Sur ce plan, comme dans la division sexuelle du travail « classique », on peut remarquer que les femmes ont eu tendance à se mobiliser davantage comme « femmes » dans le sens le moins social et le plus « biologique » du terme (pour des revendications liées « au corps »), plus qu'en tant que personnes situées du même côté de la division sexuelle du travail, comme travailleuses exploitées. Une perspective marxiste classique appelle pourtant les exploité(e)s à s'organiser comme « classe ». Mais par rapport à la division *sexuelle* du travail, il existe une forte résistance à raisonner dans les mêmes termes, même chez les révolutionnaires marxistes. Je fais ici l'hypothèse que la minceur des transformations des rapports sociaux de sexes dans le cas salvadorien à l'issue du processus révolutionnaire, s'explique notamment par le manque de clarté des femmes dans l'analyse de leur situation et par l'utilisation des modes d'organisation inappropriés face à la division non seulement sociale, mais aussi *sexuelle*, du travail.

### Autres lignes d'analyse de la « participation des femmes à la guerre »

Il est temps maintenant de regarder en arrière pour réévaluer les autres lignes d'analyse de la « participation » des femmes à la guerre révolutionnaire que j'avais suivies précédemment, et dont les limites apparaissent maintenant avec plus de clarté.

La première ligne est celle qui prévalait pendant le processus révolutionnaire salvadorien, ainsi que dans de nombreux travaux concernant d'autres pays et d'autres époques. Il s'agit d'une vision très marquée par la perspective « marxiste » classique, et de la ligne dominante dans le cas du Salvador : c'est celle que les révolutionnaires adoptèrent et diffusèrent, celle qui les motiva et que reflétèrent les témoignages publiés pendant la guerre – généralement à des fins politiques et avec l'appui et l'*imprimatur* des organisations du FMLN (Alegria, Flakoll, 1987 ; Carter, Loeb, 1989 ; Diaz, 1988 ; Guirola, 1983 ; Lievens, 1986 ; Martínez, 1981 ; Thomson, 1986). Fondamentalement, cette ligne d'analyse fait valoir qu'en « participant », les femmes sont *déjà* en train de gagner leur libération, à la fois future et présente, en assumant des responsabilités nouvelles, jadis réservées aux hommes. C'est ce que résume avec une clarté méridienne une communiste convaincue, Yuri, à l'époque première responsable de l'État major des Forces armées de libération (FAL, proches du Parti communiste) : « Dans les campements de la guérilla comme dans tous les domaines de travail de notre processus révolutionnaire, aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur, nous les femmes, nous gagnons dès maintenant notre poste dans la nouvelle société. [...] Nous conquérons aussi, les armes à la main, nos droits à l'égalité face aux hommes et face à la société. » (Ce Mujer, 1992). Et certainement, les femmes ont gagné des choses en participant au processus révolutionnaire. Mais ce sont pratiquement les mêmes « gains » qu'obtiennent les femmes quand elles entrent sur le marché du travail salarié...

Par exemple, la plus grande indépendance économique, par rapport à la famille ou au niveau des relations affectives, est une « avancée » conquise aussi bien par les salariées que par les guérillères. De même, une plus grande liberté de mouvement, notamment pour choisir un(e) partenaire, s'en séparer et s'unir à nouveau, peut être considérée comme une conquête, aussi bien pour les révolutionnaires du FMLN que pour les femmes qui travaillent en dehors du foyer domestique. Développer de nouvelles capacités et exercer de plus grandes responsabilités peuvent également être perçus comme un résultat (pour certaines femmes) de l'accès au travail salarié comme de la participation au travail révolutionnaire. Le phénomène de la guerre a provoqué une mobilité sociale jusqu'alors inconnue, dont beaucoup de femmes surent profiter – bien que beaucoup d'autres n'aient pas eu les moyens de le faire. Mais cette mobilité s'est manifestée, nous semble-t-il, de la même manière pour les hommes que pour les femmes. Sur le plan symbolique, l'impact a peut-être été plus grand pour les femmes, dont le destin maternel et domestique semblait plus immuable, mais sur le plan matériel, les deux sexes en ont bénéficié. Tout ce qui a trait à une meilleure formation en terme général ou « éducatif », ainsi qu'à un meilleur contrôle de la fécondité féminine, apparaît de reste comme l'un des succès des révolutionnaires, mais c'est aussi la

réussite des femmes, généralement quand elles sont reconnues comme nécessaires à la production ou à la révolution.

Par contre, pour ce qui est d'obtenir un allègement de leurs tâches domestiques, des garderies ou l'appui de leur compagnon, il semble que les guérillères n'eurent pas beaucoup plus de succès que les salariées : pour rendre possible leur incorporation, des efforts furent accomplis, principalement par rapport aux garderies. Mais moins encore que dans la vie civile, ces garderies furent placées sous la responsabilité d'hommes – ce qui aurait transformé un peu plus la division sexuelle du travail. Bien plus que dans le cas du travail salarié, les garderies furent confiées à d'autres membres de la famille, c'est-à-dire sans sortir du cadre de relations « privées ». La possibilité de laisser ses enfants sous bonne garde n'était pas un droit du travail mais plutôt une situation « de fait ». Plus encore qu'aux salariées, il fut fait reproche aux révolutionnaires de cet « abandon » des enfants aussitôt qu'elles cessèrent de participer à la « production ».

Il existe certes une tendance à faire porter aux femmes qui « travaillent à l'extérieur » la responsabilité de l'échec scolaire, de la consommation de drogue et même de la délinquance de la jeunesse. Mais, aussi pénibles que soient les discours réactionnaires à ce sujet, ils sont moins douloureux que la situation que durent affronter beaucoup d'ex-guérillères en voyant que leurs enfants retrouvés après la guerre ne les reconnaissaient pas, ne leur disaient pas « maman », ne les comprenaient pas, voire les jugeaient durement (*Mujeres por la Dignidad y la Vida*, 1993a). En résumé, aussi bien les salariées que les guérillères doivent se débrouiller individuellement pour « concilier » leur travail avec les responsabilités familiales que la société leur assigne, et dont personne ne se charge de véritablement relever, même pour les rendre plus productives.

En ce sens, la perspective « marxiste » classique n'offre guère plus d'issue aux révolutionnaires qu'aux travailleuses : elle défend le droit des femmes à « participer » tant qu'elles sont jugées indispensables à la production ou à la révolution, sans remettre en cause leurs « obligations » familiales, c'est-à-dire, la division sexuelle du travail. Mais dès lors que les droits obtenus par les femmes, pour importants qu'ils soient, se mêlent à de considérables difficultés non-résolues, et lorsque les femmes semblent moins nécessaires, elles sont abandonnées à leur sort et rendues à leurs tâches habituelles comme si rien ne s'était produit.

Après la guerre, constatant que les Accords de paix taisaient totalement leur problématique et conquérant peu à peu leur autonomie idéologique, les Salvadoriennes commencèrent à développer une autre ligne de réflexion. À partir de nombreux ateliers et débats, elles commencèrent à analyser les « nouvelles identités » qu'elles s'étaient forgées dans la lutte (*Mujeres por la Dignidad y la Vida*, 1995). Cette ligne a certes permis des avancées et des applications concrètes très importantes, notamment la mise en place de groupes d'aide psychologique mutuelle pour les ex-combattantes. Cependant, il s'agit d'une analyse très marquée par la nécessité conjoncturelle de panser les blessures émotionnelles de la guerre (une tâche que les femmes se mirent aussitôt à remplir), et enracinée dans la psychologie. Il faut rappeler que dans l'immédiat après-guerre, le mouvement féministe naissant comptait dans ses rangs de nombreuses psychologues, et que plusieurs ex-révolutionnaires, en reprenant leurs études, choisirent la filière de psychologie. Le Salvador possède

d'ailleurs une forte tradition de psychologie sociale, notamment de psychologie sociale de la guerre, développée en particulier par le jésuite Ignacio Martín Baró, professeur à l'université de la UCA et assassiné par l'armée en 1989 (Martín Baró, 1990). Son concept de la « déshumanisation » des personnes à cause de la « polarisation » politique fut ainsi transposé et complété par celui de la « masculinisation » des femmes, dans un intéressant parallélisme entre masculinité et « inhumanité ».

Les femmes commencèrent à remettre en cause le vieux modèle du « *guerrillero* héroïque », des années après la chute du mythe de Stakhanov. Non seulement les idoles tombèrent, au fur et à mesure que se révélaient les faiblesses de beaucoup de dirigeants, jadis protégés par la clandestinité et la « compartimentation » des informations (*Mujeres por la Dignidad y la Vida*, 1993b), mais de surcroît les femmes commencèrent à critiquer leur propre fascination pour cet idéal, à le voir comme un devoir-être qu'elles s'étaient ou qu'on leur avait imposé, et qu'elles percevaient à présent comme quelque chose qui les avait, au contraire, avilies. Ce n'est pas tant la « masculinisation » la plus superficielle qu'elles critiquaient – celle que continuent à stigmatiser certaines personnes particulièrement opposées à l'entrée des femmes dans les espaces masculins. Porter pantalons et bottes, cesser de se maquiller : certaines guérillères en avaient souffert et s'en étaient senties « enlaidies ». Certaines se laissèrent impressionner par les menaces toujours formulées à l'encontre des femmes qui franchissent l'invisible ligne qui sépare la « femme normale » de « l'hommasse ».

Cependant, elles insistaient presque toujours sur le fait « qu'elles gardaient une paire de boucles d'oreilles et une robe au fond de leur sac à dos », pour les jours de fête. De cette manière, elles ne cessèrent jamais « d'être des femmes » et leur masculinisation ne fut que très relative et temporaire. Autrement plus profond est le changement que signifie une « masculinisation » plus physique, telle qu'on envisage l'aménorrhée (due à la mauvaise alimentation ou au stress) et surtout le fait de cesser d'avoir des grossesses (on a dit à d'autres époques des femmes qui « travaillaient » que leur utérus de desséchait). Cependant, ce changement-là ne fut pas plus durable : à la fin du conflit, nombre de femmes tombèrent enceintes, et notamment celles qui étaient révolutionnaires. Le bilan global se résume à ce que de nombreuses femmes aient eu moins d'enfants que leurs mères, sans toutefois remettre en cause la maternité telle qu'elle est définie par le système dominant.

Ce que les femmes analysèrent avec le plus d'attention après la guerre, fut leur masculinisation sur le plan émotionnel. Elles soulignèrent qu'elles avaient dû devenir « dures » et « fortes », ravalier leurs larmes et réprimer leurs émotions pour pouvoir survivre à la fois à la guerre et au sexisme de leurs compagnons, et combien cela avait été négatif pour elles (*Mujeres por la Dignidad y la Vida*, 1995). Or, si l'on analyse cela comme déshumanisation, cette analyse est largement fondée. Cependant, lorsqu'on l'aborde sous l'angle d'une supposée « féminité » perdue ou supplantée, elle ouvre la porte à un dangereux naturalisme. Logiquement, après une guerre, le passé est idéalisé, ainsi que ce qui représente le mieux la permanence, la paix, le foyer intact et heureux auquel il est en réalité impossible de revenir : celui de « La Femme ». La psychologie sociale de la guerre, en se mélangeant à une certaine psychologie féministe proche de l'essentialisme, comme celle de Carol Gilligan (Yañez



Canal, 2000), perd beaucoup de sa force. Et c'est ainsi, à travers ce prisme analytique, identitariste et binaire, que l'essentialisme latent du mouvement des femmes et du féminisme peut sortir renforcé, en voulant affirmer des valeurs « féminines » pour défendre le droit des femmes à continuer à participer à la vie politique, comme l'affirmait une banderole féministe juste après la guerre : « Parce que nous donnons la vie, nous voulons la changer ». Et non pas, simplement, parce que les femmes sont opprimées, ou utopistes.

Malgré les éléments positifs et pragmatiques qu'elle apporte, cette ligne d'analyse n'est pas pleinement satisfaisante. Elle ressemble trop à la simple « perspective de genre » qui n'aborde pas les *rappports sociaux* entre sexes, mais se contente d'ajouter un « point de vue féminin » à l'analyse. Ce n'est sans doute pas un hasard si elle s'est développée simultanément aux préparatifs de la Conférence de Pékin, à l'époque où l'ONU investissait de considérables ressources pour promouvoir « le genre ». Bien qu'elle dévoile de précieuses informations sur la guerre vécue à travers la subjectivité des femmes, elle offre peu d'éléments pour comprendre et résoudre les causes profondes de la situation – à savoir, la division sexuelle du travail.

\*\*\*

Dans ce travail, basé sur l'analyse du processus de lutte au Salvador, mais dont les prémisses peuvent être utiles pour penser d'autres réalités, je me suis risquée à changer la perspective traditionnelle de l'analyse de la guerre – que j'avais longtemps partagée. Au lieu d'aborder celle-ci comme un « phénomène total », isolé et séparé de la « normalité », je l'ai située dans la continuité de la paix, pour utiliser les mêmes outils d'analyse qui s'appliquent à la vie « civile ». J'ai également pris la liberté d'observer un phénomène révolutionnaire avec les mêmes yeux qu'un processus de travail. J'ai voulu observer les rapports sociaux sur lesquels s'appuyait le processus de production d'une lutte révolutionnaire et, dans ce cas, armée. Les principaux résultats obtenus sont au nombre de trois. D'abord, j'ai confirmé que le concept de division sexuelle du travail pouvait rendre compte d'autres domaines que celui du travail « productif » et que la division sexuelle du travail était bien un phénomène transversal. Ensuite, j'ai présenté une perspective des processus révolutionnaires qui permet de mieux comprendre pourquoi les rapports sociaux de sexes changent si peu malgré les promesses et les idéaux qui président à ces processus. Enfin, j'ai ouvert de nouvelles pistes pour élargir le cadre d'analyse des luttes des femmes à l'intérieur des processus révolutionnaires.

Certes, l'analyse que j'ai présentée ici doit être approfondie, d'abord par la création d'outils qui permettent de mesurer plus précisément la division sexuelle du travail révolutionnaire, ensuite, en l'articulant avec ses autres dimensions importantes, notamment celles de classe sociale et de « race », qui donnent à certaines femmes plus de marge de manœuvre pour échapper à la division sexuelle traditionnelle du travail. Rappelons aussi que j'ai insisté sur les permanences de cette division sexuelle du travail : d'autres recherches devront mettre en relief les transformations provoquées par les processus révolutionnaires dans ce domaine. Finalement, je veux souligner que l'analyse en termes de division sexuelle du travail, qui pose que les femmes sont une classe de sexe et non un groupe biologique, ouvre aux femmes d'autres axes et perspectives de luttes, destinées à transformer à la source les rapports

sociaux de sexes, au lieu de se satisfaire de « changements d'identité » et de « nouvelles subjectivités » qui peuvent être facilement anéanties ou privées de leur sens, comme on l'observe quand les armes se taisent.

### Notes

- 1 Selon Danièle Kergoat, la division sexuelle du travail est « la forme, historiquement et socialement modulée, de division du travail social qui découle des rapports sociaux de sexes. Elle a pour caractéristique l'assignation prioritaire des hommes à la sphère productive et des femmes à la sphère reproductive, ainsi que, simultanément, la captation par les hommes des fonctions possédant une forte valeur sociale ajoutée (politiques, religieuses, militaires, etc.). » (Kergoat, 2000). La division sexuelle du travail « possède deux principes organisateurs: le principe de séparation (il y a des travaux d'hommes et des travaux de femmes) et le principe de hiérarchie (un travail d'homme « vaut » plus qu'un travail de femme). » (Idem).
- 2 Nous utilisons le terme de « travail » (ou de « travail productif » de manière sans doute impropre, mais nous n'avons pas voulu discuter la pertinence de ces notions pour ne pas alourdir le texte), dans sa dimension de rapport social, qui, selon Danièle Kergoat, est « une tension qui érige certains phénomènes sociaux en points de dispute, autour desquels se constituent des groupes possédant des intérêts antagoniques. Dans ce cas, il s'agit du groupe social des hommes et du groupe social des femmes – qui ne peuvent en aucun cas être confondus avec la bi-catégorisation biologisante mâles/femelles. » (Kergoat, 2000). Toujours selon elle, la division sexuelle du travail, en tant que rapport social, « structure l'ensemble du champ social et est transversale à la totalité du champ [...], et peut donc être considérée comme le paradigme des rapports de domination » (idem).
- 3 Les données de l'Onusal reflètent seulement la composition de la guérilla en 1992: elles laissent donc de côté aussi bien les personnes mortes pendant la guerre que celles qui, pour une raison ou pour une autre, ont quitté les structures du FMLN au cours de ses vingt-deux années d'existence. Cependant, elles constituent la base de données la plus globale dont on dispose.
- 4 Les prénoms en italique sont des pseudonymes, ils correspondent aux ex-combattantes que nous avons interviewées personnellement entre 1992 et 1993.
- 5 Comme Ileana, une paysanne responsable du peloton Silvia, morte au combat à l'âge de 21 ans, qui raconte dans une interview la satisfaction que lui donna le fait d'être classée première au concours de tir organisé sur son front (Carter, Loeb, 1989).
- 6 Nous avons développé ailleurs la question des difficultés réelles auxquelles on se heurte pour former les femmes, surtout d'origine paysanne (avec de nombreux enfants, une mauvaise estime d'elles-mêmes et souvent analphabètes), de surcroît dans les dures conditions de la guerre. Il ne s'agit donc pas de lancer des reproches injustes au FMLN, mais simplement d'indiquer des tendances générales.
- 7 Cette question est complexe, car les dirigeantes des organisations de femmes, ferventes révolutionnaires, souhaitaient parfois fournir l'argent au parti, sans consulter les autres femmes qui étaient plus bas dans la hiérarchie. Il arrivait aussi que le parti demande des financements au nom de groupes de femmes sans même les aviser. Une troisième formule consistait à envoyer des organisations du mouvement populaire « amies » emprunter de l'argent aux groupes de femmes, au détriment des réelles nécessités économiques de ces femmes.
- 8 Il pouvait bien entendu exister des liens entre les organisations civiles et les organisations politico-militaires, qui ne pouvaient être dévoilés en public pour d'évidentes raisons de sécurité.

### Bibliographie

- Ce Mujer, 1992, *Norma, vida insurgente y feminista*, San Salvador, Ce Mujer.  
 Cresson, Geneviève, 1995, *Le travail domestique de santé, analyse sociologique*, Paris, L'Harmattan.  
 Diaz, Nidia, 1988, *Nunca estuve sola*, San Salvador, UCA.  
 Falquet, Jules-France, 1996, « Entre rupture et reproduction: femmes salvadoriennes dans la guerre révolutionnaire (1981-1992) », dans *Nouvelles Questions Féministes*, Vol. 17, n° 2, Paris, p. 5-38.

- Falquet, Jules-France, 1997a, « Les Salvadoriennes et la guerre civile révolutionnaire. « Grâce à la guerre, nous sommes sorties des cuisines »... Mais pour aller où? », dans *CLIO*, n° 5, Paris, p. 117-131.
- Falquet, Jules-France, 1997b, *Femmes, projet révolutionnaire, guerre et démocratisation: l'apparition du mouvement des femmes et du féminisme au Salvador (1970-1994)*, Thèse de doctorat, Paris, l'heal.
- Falquet, Jules-France, 2002, « Le mouvement des femmes dans la 'démocratisation' d'après-guerre au Salvador », *Cahiers du Genre*, n° 33, « L'égalité, une utopie? », p. 179-200.
- Fundación 16 de enero, 1993, *Diagnóstico de la situación actual de la mujer ex-combatiente*, San Salvador, F-16, Unicef, Prodepas, Pact, Secretaría de reconstrucción nacional et AID.
- Garaízabal, Cristina et Vásquez, Norma, 1994, *El dolor invisible de la guerra. Una experiencia de grupos de auto-apoyo con mujeres salvadoreñas*, Madrid, Talasa (Hablan las mujeres), Mujeres por la dignidad y la vida.
- Gargallo, Francesca, 1987, *Las mujeres en la guerra en El Salvador*, México, Tesis de doctorado en Estudios latinoamericanos, Facultad de Filosofía y letras, Unam.
- Guillaumin, Colette, 1992, *Sexe, Race et Pratique du pouvoir, l'idée de Nature*, Paris, Côté Femmes.
- Guirola de Herrera, Norma Virginia, 1983, *El papel de la mujer en la revolución salvadoreña*, México, Editorial Claves latinoamericanas.
- Harnecker, Marta, 1994, « Entrevista a la Comandante Rebeca, Retos de la mujer dirigente », La Habana, Colección Letra viva.
- Kergoat, Danièle, 2000, « Division sexuelle du travail et rapports sociaux de sexe », dans Hirata, H. et al. (coord.), *Dictionnaire critique du féminisme*, Paris, Puf, p. 33-54.
- Lievens, Karin, 1986, *El quinto piso de la alegría, Tres años con la guerrilla*, Sistema Radio Venceremos/EPO (Pays Bas).
- Martín Baró, Ignacio (comp.), 1990, *Psicología social de la guerra: trauma y terapia*, San Salvador, UCA.
- Martínez, Ana Guadalupe, 1981, *El Salvador, une femme du front de libération témoigne*, Paris, Des Femmes.
- Mathieu, Nicole Claude, 1991, *L'anatomie politique, Catégorisations et idéologies du sexe*, Paris, Côté-femmes.
- Mujeres por la Dignidad y la Vida, 1993a, *Aspectos sociales y emocionales de la maternidad, memoria de trabajo*, San Salvador, MDV, Mimeo.
- Mujeres por la Dignidad y la Vida, 1993b, *Hacer política desde las mujeres, una propuesta feminista para la participación política de las mujeres salvadoreñas*, San Salvador, MDV.
- Mujeres por la Dignidad y la Vida, 1995, *Montañas con recuerdos de mujer, una mirada feminista a la participación de las mujeres en los conflictos armados en centroamérica y Chiapas, Memorias del Foro regional*, San Salvador, MDV.
- Navas Turcios, María Candelaria, 1987, *Las organizaciones de mujeres en El Salvador, 1975-1985*, Mexico, Tesis de Maestría en Estudios latinoamericanos, Facultades de Ciencias sociales y políticas, Unam.
- Navas Turcios, María Candelaria; Rivera, Ana Kelly; Ortiz Cañas, Edy Areli; Domínguez Magaña, Liza, 1995, *Valió la pena?! Testimonios de salvadoreñas que vivieron la guerra*, San Salvador, Editorial Sombrero Azul.
- Ströbl, Ingrid, 1989, *Partisanas, La mujer en la resistencia armada contra el fascismo y la ocupación alemana (1936-1945)*, Barcelona, Virus editorial.
- Tabet, Paola, 1998, *La construction sociale de l'inégalité des sexes: des outils et des corps*, Paris, l'Harmattan « Bibliothèque du féminisme ».
- Thomson, Marilyn, 1986, *Women of El Salvador, the price of freedom*, London, New York, Zed Books Ltd, Comisión de Derechos Humanos de El Salvador (no-gubernamental), War on want.

Yanez Canal, Jaime, 2000, « El debate Kohlberg-Gilligan, algo más que un problema de género », dans Robledo, Angela Ines et Puyana, Yolanda, *Ética: masculinidades y feminidades*, Bogotá, Universidad de Colombia, Centro de estudios sociales, p. 273-354.

Mots clés: El Salvador, 1970-1994, guérilla, femmes, division sexuelle du travail

Palabras claves: El Salvador, 1970-1994, guerrilla, mujeres, división sexual del trabajo

Keywords: El Salvador, 1970-1994, guerilla, women, sexual division of work

#### RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

Cet article jette un regard nouveau sur la participation des Salvadoriennes au processus révolutionnaire et à la guerre qui ont secoué le pays entre 1970 et 1994. En effet, malgré les discours encourageants du FMLN et la forte participation des femmes à la guerre civile de libération, les rapports sociaux de sexes existants sont restés pratiquement inchangés. Pour comprendre ce résultat – commun à beaucoup d'autres expériences de lutte révolutionnaire – il est utile de faire appel au concept de « division sexuelle du travail ». En observant sous cet angle les conditions de production du processus révolutionnaire, on constate une frappante similitude avec la division sexuelle du travail qui prévaut en temps de paix. Cette approche explique également les limites des analyses en termes de « participation libératrice » ou de « nouvelles identités », qui ne permettent pas de rendre compte de la permanence de l'oppression des femmes, en dépit des luttes révolutionnaires.

\*\*\*

*Este artículo lanza una nueva mirada a la participación de las Salvadoreñas al proceso revolucionario y a la guerra que sacudieron el país entre 1970 y 1994. Efectivamente, a pesar de los discursos optimistas del FMLN y de la fuerte participación de las mujeres a la guerra civil de liberación, las relaciones sociales de sexo previamente existentes quedaron prácticamente incólumes. Para entender este resultado – semejante al de muchas otras experiencias revolucionarias – resulta esclarecedor usar el*

*concepto de « división sexual del trabajo ». Al observar desde tal perspectiva las condiciones de producción del proceso revolucionario, se nota una impactante similitud con la división sexual del trabajo que prevalece en tiempo de paz. Esta perspectiva también explica los límites de los análisis en términos de « participación liberadora » o de « nuevas identidades », que no permiten entender la permanencia de la opresión de las mujeres, pese a las luchas revolucionarias.*

\*\*\*

This article takes a fresh look at the participation of Salvadorien women in the revolutionary process and the war which shook the country between 1970 and 1994. Indeed, despite the encouraging discourse of the FMLN and the strong participation by women in the civil war of liberation, the existing social relations between the sexes have remained practically unchanged. To understand this result – common to a lot of other experiences of revolutionary fights – it is useful to call on the concept of the « sexual division of work ». In observing from this angle the conditions of production of the revolutionary process, one detects a striking similarity with the sexual division of work which prevails in peacetime. This approach also explains the limits of analysis in terms of « liberation participation » or of « new identities », which do not convey the permanent nature of the oppression of women, despite revolutionary conflicts.